PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI
VILLE D'AMOS

SÉANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2025

PROCÈS-VERBAL d'une séance ordinaire du conseil municipal provisoire de la Ville d'Amos tenue au complexe sportif du secteur de Saint-Félix-de-Dalquier et webdiffusée ce mardi 22 avril 2025 à compter de 19 h 30, à laquelle étaient présents, outre le maire, monsieur Sébastien D'Astous, les conseillères et conseillers suivants :

Monsieur Mario Bédard	siège n° 1;
Monsieur Martin Roy	siège n° 2;
Madame Nathalie Michaud	siège n° 3;
Monsieur Mario Brunet	siège n° 5;
Monsieur Félix Labrecque	siège n° 7;
Monsieur Éloi Rioux	siège n° 8

tous formant quorum sous la présidence du maire.

Étaient également présents à cette séance, M. Patrick Rodrigue, directeur général, M. Richard Michaud, trésorier et Mme Mariane Michaud, greffière.

La séance du conseil est webdiffusée.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le maire déclare la séance ouverte à 19 h 30.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par la conseillère Nathalie Michaud, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement :

2025-183 D'ADOPTER l'ordre du jour de la séance ordinaire du 22 avril 2025 tel que rédigé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 7 AVRIL 2025

Chaque membre du conseil ayant reçu le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil tenue le 7 avril 2025 au moins soixante-douze (72) heures avant la présente séance, la greffière est dispensée d'en faire la lecture.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-184 D'APPROUVER le procès-verbal de la séance ordinaire du 7 avril 2025 tel que rédigé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.1 1^{RE} PÉRIODE RÉSERVÉE À L'ASSISTANCE

Aucune intervention de la part des citoyens.

4. Administration générale :

4.1 DÉROGATION MINEURE DE M. BERTRAND DUPUIS ET MME CLAUDETTE GAGNON CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 546, RUE DALQUIER EN LIEN AVEC LA CONSTRUCTION D'UNE HABITATION ACCESSOIRE ATTACHÉE (UHAA)

CONSIDÉRANT QUE M. Bertrand Dupuis et Mme Claudette Gagnon sont propriétaires d'un immeuble situé au 546, rue Dalquier à Amos, savoir le lot 4 680 209, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires désirent agrandir la résidence vers le sud-ouest par l'ajout d'une unité d'habitation accessoire attachée (UHAA), ce qui aura pour effet de fixer la distance entre la résidence et le garage isolé existant à 1,7 mètre;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement de la résidence crée une seconde dérogation mineure, soit la localisation du garage isolé existant, ce dernier sera désormais localisé en partie en cour latérale (environ la moitié);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 5.3.2 du règlement de zonage VA-964, en zone R1-34, la distance minimale entre un bâtiment principal et un garage isolé est de 2,5 mètres et un garage isolé doit être situé en cour arrière seulement;

CONSIDÉRANT QUE l'UHAA projetée correspond à un logement 4 ½;

CONSIDÉRANT QUE l'UHAA respecte les dispositions spécifiques de l'article 15.17.2 du règlement de zonage n° VA-964 concernant les unités d'habitation accessoires attachées;

CONSIDÉRANT la forme triangulaire du terrain, limitant ainsi les possibilités d'agrandissement sans déroger à certaines normes, dont celle rendant dérogatoire la position en cour latérale du garage isolé;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation en lien avec la localisation d'une partie du garage en cour latérale ne porte pas atteinte à la jouissance au droit de propriété des voisins, étant donné QU'il est présent depuis quelques années;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation en lien avec la distance de 1,7 mètre entre ledit agrandissement et le garage isolé existant pourrait porter atteinte à la jouissance au droit de propriété des voisins, étant donné que l'arrière de la propriété deviendrait difficilement accessible en cas de travaux (accès à la cour arrière ou à la ligne électrique), ce qui entraînerait des répercussions sur le voisinage;

CONSIDÉRANT QUE le fait de respecter la réglementation quant à la distance entre le garage et l'UHAA projetée ne cause pas préjudice sérieux aux propriétaires, car un projet différent peut être réalisé en respectant la distance minimale de 2,5 mètres;

CONSIDÉRANT QUE le garage isolé est implanté en cour arrière, mais à très grande proximité de la cour latérale (façade arrière de la résidence actuelle) rendant presque impossible un projet d'agrandissement de la résidence sans déroger à la localisation en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les dérogations ne portent pas atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général et QU'elles n'aggravent pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT QU'il est difficile d'établir le caractère mineur de la dérogation concernant la distance entre l'agrandissement projeté et le garage;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 3.8 du règlement n° VA-971 sur les dérogations mineures, les travaux de construction doivent être réalisés dans les 24 mois suivant l'adoption de la résolution accordant une dérogation mineure, sans quoi ladite résolution devient nulle et non avenue.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par la conseillère Nathalie Michaud, APPUYÉ par le conseiller Mario Brunet et RÉSOLU unanimement :

2025-185 D'ACCORDER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° VA-964, produite par M. Bertrand Dupuis et Mme Claudette Gagnon, ayant pour objet l'agrandissement de la résidence par l'ajout d'une unité d'habitation accessoire attachée faisant en sorte qu'une partie du garage sera localisée en partie en cour

latérale, sur l'immeuble situé au 546, rue Dalquier à Amos, savoir le lot 4 680 209, cadastre du Québec, et ce, pour la durée de vie du bâtiment.

DE REFUSER la demande ayant pour objet de fixer la distance entre la résidence (UHAA) et le garage isolé à 1,7 mètre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.2 DÉROGATION MINEURE DE M. DAVID CHOUINARD CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 142, RUE GERMAIN EN LIEN AVEC LA CONSTRUCTION D'UNE VÉRANDA SUR LA PROPRIÉTÉ

CONSIDÉRANT QUE M. David Chouinard est propriétaire d'un immeuble situé au 142, rue Germain à Amos, savoir le lot 2 976 844, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire désire installer une véranda ou un solarium de 3,66 mètres par 3,66 mètres sur la propriété, ce qui aura pour effet de fixer sa marge de recul arrière à 9,7 mètres;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 6.1 du règlement de zonage n° VA-964, en zone R1-15, une véranda ou un solarium peut être installé en cour arrière en respect de la marge de recul arrière minimale du bâtiment principal qui est de 10,0 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété, étant donné l'absence de voisins à l'arrière (terrain de golf à proximité) et la présence de végétation (haie ou arbres) sur les propriétés voisines réduisant la vue sur la cour arrière de la propriété visée;

CONSIDÉRANT QUE d'exiger au propriétaire de respecter la réglementation pourrait lui causer préjudice vu QUE la véranda ou solarium est préfabriqué;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général et QU'elle n'aggrave pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT le caractère mineur de la dérogation, vu l'écart à la norme de 3 %.

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par la conseillère Nathalie Michaud, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement :

2025-186 D'ACCORDER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° VA-964, produite par M. David Chouinard, ayant pour objet la construction d'une véranda ou d'un solarium, ce qui aura pour objet de fixer sa marge de recul arrière à 9,7 mètres, sur l'immeuble situé au 142, rue Germain à Amos, savoir le lot 2 976 844, cadastre du Québec, et ce, pour la durée de vie utile de la construction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.3 DÉROGATION MINEURE DE MME GINET GAGNON ET MME MYLEN DENIS-GAGNON CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 291, 3^E AVENUE EST EN LIEN AVEC L'INSTALLATION D'UN NOUVEL ESCALIER EN COUR AVANT

CONSIDÉRANT QUE Mme Ginet Gagnon et Mme Mylen Denis-Gagnon sont propriétaires d'un immeuble situé au 291, 3^e Avenue Est à Amos, savoir le lot 2 978 026, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires désirent agrandir le logement à l'étage vers l'ouest et installer un nouvel escalier en colimaçon localisé en partie en cour avant, soit un empiètement d'environ 0,56 mètre;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 6.1 du règlement de zonage n° VA-964, les escaliers menant à l'étage doivent être situés uniquement en cour latérale ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE depuis le 12 mars 1992, les escaliers ouverts ou fermés menant aux étages sont autorisés seulement en cour latérale et arrière;

CONSIDÉRANT QUE le fait d'exiger à la propriétaire de se conformer à la réglementation lui causerait préjudice étant donné le peu d'espace disponible sur la partie latérale ouest de la propriété et QUE la présence d'un escalier en cour arrière viendrait affecter la fluidité de la circulation entre le garage isolé et l'entrée projetée de l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la jouissance au droit de propriété des voisins étant donné QUE la marge de recul avant des résidences voisines semble plus petite que celle de la propriété à l'étude, QUE l'escalier existant empiète actuellement de 0,91 mètre en cour avant, et QUE l'avant-toit et la galerie empiètent d'avantage;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la qualité de l'environnement ou le bien-être général et QU'elle n'aggrave pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT le caractère mineur de dérogation, vu l'empiètement minime en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 3.8 du règlement n° VA-971 sur les dérogations mineures, les travaux de construction doivent être réalisés dans les 24 mois suivant l'adoption de la résolution accordant une dérogation mineure, sans quoi ladite résolution devient nulle et non avenue;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par la conseillère Nathalie Michaud, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-187 D'ACCORDER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° VA-964, produite par Mme Ginet Gagnon et Mme Mylen Denis-Gagnon, ayant pour objet de permettre l'installation d'un nouvel escalier en colimaçon localisé en partie en cour avant (empiètement d'environ 0,56 mètre), sur l'immeuble situé au 291, 3^e Avenue Est à Amos, savoir le lot 2 978 026, cadastre du Québec, et ce, pour la vie utile de l'escalier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.4 DÉROGATION MINEURE DE MME MICHÈLE BÉLANGER ET M. THIERRY LAMBERT CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 801, RUE DU FAUBOURG EN LIEN AVEC LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ISOLÉ SUR LA PROPRIÉTÉ

CONSIDÉRANT QUE Mme Michèle Bélanger et M. Thierry Lambert sont propriétaires d'un immeuble situé au 801, rue du Faubourg à Amos, savoir le lot 4 777 389, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires désirent construire un garage isolé de forme irrégulière sur la propriété, ce qui aura pour effet de fixer sa largeur totale à 13,41 mètres;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 5.3.2 du règlement de zonage n° VA-964, en zone RR1-3, la largeur maximale d'un garage isolé est de 12,20 mètres

CONSIDÉRANT QUE la largeur dérogatoire s'explique par l'aménagement d'une pièce de rangement supplémentaire pour pièces d'outils;

CONSIDÉRANT la grande superficie du lot, soit plus de 4 800 mètres carrés;

CONSIDÉRANT QUE le fait d'exiger aux propriétaires de respecter la réglementation pourrait leur causer préjudice étant donné QUE le garage projeté sera le seul bâtiment accessoire sur la propriété (rangement);

CONSIDÉRANT la qualité esthétique du projet;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la jouissance au droit de propriété des voisins, étant donné la localisation de la propriété en péri-urbain sans voisin à l'arrière, la distance importante des résidences voisines, et QU'une forêt dense de conifères ceinture la propriété rendant ledit garage non visible de la rue et des propriétés voisines;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général et QU'elle n'aggrave pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT le caractère mineur de la dérogation vu les éléments précités;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 3.8 du règlement n° VA-971 sur les dérogations mineures, les travaux de construction doivent être réalisés dans les 24 mois suivant l'adoption de la résolution accordant une dérogation mineure, sans quoi ladite résolution devient nulle et non avenue;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement :

2025-188 D'ACCORDER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° VA-964, produite par M. Thierry Lambert et Mme Michèle Bélanger, ayant pour objet de permettre la construction d'un garage isolé d'une largeur totale de 13,41 mètres, sur l'immeuble situé au 801, rue du Faubourg à Amos, savoir le lot 4 777 389, cadastre du Québec, et ce, pour la durée de vie utile de la construction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.5 DÉROGATION MINEURE DE MME LUCILLE PROULX CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 2533, ROUTE 109 SUD AFIN DE RÉGULARISER L'IMPLANTATION DU GARAGE ISOLÉ SUR LA PROPRIÉTÉ

CONSIDÉRANT QUE Mme Lucille Proulx est propriétaire d'un immeuble situé au 2533, route 109 Sud à Amos, savoir le lot 2 976 586, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la propriétaire désire régulariser l'implantation du garage isolé dont la marge de recul latérale nord est à 2,85 mètres;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 5.3.2 du règlement de zonage n° VA-964, en zone A-9, la marge de recul minimale latérale d'un garage isolé est de 3,0 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la propriété est située en zone agricole provinciale et qu'il n'y a pas de proche voisin;

CONSIDÉRANT QUE le garage fut construit en 2010 avec un permis de construction, et QU'il y a lieu de présumer de la bonne foi de la propriétaire lors de sa construction;

CONSIDÉRANT QUE le fait d'exiger à la propriétaire de respecter la réglementation lui causerait de sérieux préjudices, étant donné que cela impliquerait le déplacement du garage;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété étant donné QUE le terrain est ceinturé de champs agricoles, QU'aucune résidence n'est présente à proximité à

l'ouest de la route 109 Sud, et QUE la résidence voisine située à l'est est éloignée de la route et n'est pas affectée par la présence dudit garage;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général et QU'elle n'aggrave pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT le caractère mineur de la dérogation, soit un écart à la norme de 5 %;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par la conseillère Nathalie Michaud et RÉSOLU unanimement :

2025-189 D'ACCORDER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° VA-964, produite par Mme Lucille Proulx, ayant pour objet de fixer la marge de recul latérale nord du garage isolé à 2,85 mètres, sur l'immeuble situé au 2533, route 109 Sud à Amos, savoir le lot 2 976 586, cadastre du Québec, et ce, pour la durée de vie utile du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.6 DÉROGATION MINEURE DE LA SUCCESSION CÉLINE PELLETIER CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 221, RUE DROUIN AFIN DE RÉGULARISER L'IMPLANTATION DE LA RÉSIDENCE SUR LA PROPRIÉTÉ

CONSIDÉRANT QUE la Succession Céline Pelletier est propriétaire d'un immeuble situé au 221, rue Drouin à Amos, savoir le lot 2 978 918, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble est situé sur la rue Drouin à l'angle de la rue Poirier;

CONSIDÉRANT QUE la Succession désire régulariser l'implantation de la résidence dont la marge de recul arrière est à 8,40 mètres;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 5.3.2 du règlement de zonage n° VA-964, en zone R2-31, la marge de recul minimale arrière d'une résidence unifamiliale isolée est de 10,0 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la résidence fut construite en 1981 avec un permis de construction, QU'à l'époque, la marge de recul minimale était fixée à 9,75 mètres, et QU'il y a lieu de présumer de la bonne foi des propriétaires de l'époque lors de sa construction;

CONSIDÉRANT QUE la propriété est située sur un lot de coin, ce qui rend difficile l'implantation conforme de bâtiments sur ce type de terrain;

CONSIDÉRANT QUE le fait d'exiger aux propriétaires de respecter la réglementation leur causerait de sérieux préjudices;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété étant donné QUE la résidence est construite depuis plusieurs années;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général et QU'elle n'aggrave pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT le caractère mineur de la dérogation, vu les éléments précités;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-190 D'ACCORDER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° VA-964, produite M. Pierre Julien, au nom de la Succession Céline Pelletier, ayant pour objet de fixer la marge de recul arrière de la résidence à 8,40 mètres, sur l'immeuble situé au 221, rue Drouin à Amos, savoir le lot 2 978 918, cadastre du Québec, et ce, pour la durée de vie utile du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.7 PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE POUR L'INSTALLATION DE NOUVELLES ENSEIGNES SUR LE BÂTIMENT SITUÉ AU 110, BOULEVARD MERCIER (DUBEAU TECH.)

CONSIDÉRANT QUE M. Stéphane Baribeau est propriétaire d'un immeuble situé au 110, boulevard Mercier à Amos, savoir le lot 2 977 665, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise DUBEAU TECH. occupe un local commercial dans ledit immeuble et QUE le propriétaire désire procéder à l'installation d'une enseigne sur pellicule adhésive sur chacune des sections de la vitrine commerciale;

CONSIDÉRANT QUE ledit immeuble se situe dans le secteur assujéti au règlement n° VA-970 concernant les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour le secteur du centre-ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement n° VA-970 est de préserver et d'améliorer la qualité architecturale du secteur du centre-ville de la ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'implantation et d'intégration architecturale propose l'installation :

- Sur la section gauche de la vitrine : d'une pellicule en vinyle perforée 70/30, mesurant 1,24 mètre de largeur par 1,57 mètre de hauteur, portant le message « DUBEAU STOCK, LIQUIDATION, MARCHANDISES EN LIQUIDATION » avec un lettrage noir sur un fond de couleur « vert fluo »;
- Sur la section centrale de la vitrine : d'une pellicule en vinyle perforée 70/30, mesurant 1,24 mètre de largeur par 1,57 mètre de hauteur, portant le message « ACCESSOIRES DE VAPOTAGE » avec un lettrage noir sur un fond de couleur « vert fluo », et accompagné d'un dessin représentant un visage de singe (logo);
- Sur la section droite de la vitrine : d'une pellicule en vinyle perforée 70/30, mesurant 1,24 mètre de largeur par 1,57 mètre de hauteur, portant le message « DUBEAU TECH., RÉPARATION DE CONSOLES DE JEUX » avec un lettrage noir sur un fond de couleur « vert fluo »;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des critères établis à l'article 3.5.2 dudit règlement n° VA-970 concernant les enseignes, le lettrage en vitrine est accepté à la condition qu'il occupe moins du deux tiers de la vitrine et que le degré d'opacité soit tel qu'il est possible pour le piéton de voir à l'intérieur du commerce;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes proposées occuperont plus du 2/3 de la vitrine et QUE leur positionnement au centre crée une surcharge sur la vitrine empêchant la visibilité de l'intérieur du commerce;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des mêmes critères établis, les dimensions, la localisation, la forme, le design, le format des messages et la couleur doivent respecter le caractère du centre-ville, et QUE la disposition du lettrage en vitrine ne doit pas créer une surcharge d'affichage sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur « vert fluo » de l'enseigne n'est pas considérée sobre et QU'elle est utilisée trop en abondance sur le projet présenté;

CONSIDÉRANT QUE le plan proposé ne répond pas aux critères établis par ledit règlement.

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Martin Roy et RÉSOLU unanimement :

- 2025-191 DE REFUSER le plan d'implantation et d'intégration architecturale tel que présenté par M. Alexandre Dubeau, propriétaire de l'entreprise DUBEAU TECH, pour l'installation d'une enseigne sur pellicule adhésive décrite ci-haut, sur l'immeuble situé au 110, boulevard Mercier à Amos, savoir le lot 2 977 665, cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.8 RATIFICATION DE LA SIGNATURE D'UNE ENTENTE PRÉLIMINAIRE PERMETTANT L'ENTREPOSAGE D'AGRÉGAT ET COMPORTANT UNE OFFRE D'ACHAT CONDITIONNELLE POUR UNE PARTIE DU LOT 6 547 073

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos et Gestion Germain Roy Inc. ont signé le 10 avril 2025 une entente concernant l'acquisition d'une partie du lot 6 547 073 situé dans le futur parc industriel accessible par la route de l'Aéroport;

CONSIDÉRANT QUE cette entente autorise à compter du 28 avril 2025 l'entreposage d'agrégats, de machinerie et d'équipements sur ledit terrain avant la conclusion formelle de la transaction immobilière;

CONSIDÉRANT QUE les modalités spécifiques d'accès partagé avec le Club de motoneige d'Amos et le Club Mini-Rabel, ainsi que les conditions de vente anticipée et les engagements afférents, ont été établies dans ladite entente;

CONSIDÉRANT QUE monsieur Sébastien D'Astous, maire, et madame Mariane Michaud, greffière, ont signé cette entente préliminaire au nom de la Ville, avec l'accord verbal des membres du conseil;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement :

- 2025-192 DE RATIFIER la signature de l'entente préliminaire conclue le 10 avril 2025 avec Gestion Germain Roy Inc.;

D'EN RECONNAÎTRE la validité et de RENDRE pleinement exécutoires les termes et conditions y étant prévus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.9 ÉTABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE DE VUE ET D'UNE SERVITUDE DE TOLÉRANCE D'EMPIÈTEMENTS EN FAVEUR DU LOT 2 977 774

CONSIDÉRANT QUE la 1^{re} Avenue Est (lot 2 979 365 du cadastre du Québec) ainsi que le lot 3 913 012, utilisé à titre de stationnement, sont la propriété de la Ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE la bâtisse commerciale connue sous le nom de Place Centre-Ville d'Amos, située au 82, 1^{re} Avenue Est et érigée sur le lot 2 977 774, empiète sur les lots 2 979 365 et 3 913 012;

CONSIDÉRANT QU'une ouverture (porte vitrée) donnant sur le stationnement du lot 3 913 012, située dans le mur Est de ladite bâtisse, constitue une vue illégale;

CONSIDÉRANT QUE les empiètements ainsi que la vue illégale sont confirmés par deux certificats de localisation préparés par l'arpenteur-géomètre Patrick Touzin (minutes 5 195 et 5 247);

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Éloi Rioux, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement :

2025-193 D'ACCORDER une servitude de tolérance d'empiètements ainsi qu'une servitude de vue en faveur du lot 2 977 774, tel que décrit dans l'acte préparé par Me Catherine Pomerleau, notaire;

D'AUTORISER le maire ou le maire suppléant ainsi que la greffière ou le greffier adjoint à signer, pour et au nom de la Ville, l'acte notarié confirmant ces servitudes, les frais et honoraires y afférents étant à la charge du bénéficiaire desdites servitudes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.10 COMPTES À PAYER AU 31 MARS 2025

À la demande des membres du conseil, le trésorier adjoint apporte des précisions sur certains comptes apparaissant à la liste des montants à payer dressée par le trésorier en date du 31 mars 2025 et sur la liste du caisse-déboursé, également dressée par lui à cette même date au montant total de 4 849 126,30 \$.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par la conseillère Nathalie Michaud et RÉSOLU unanimement :

2025-194 D'APPROUVER le paiement des comptes apparaissant sur la liste des montants à payer dressée par le trésorier en date du 31 mars 2025 et d'entériner les déboursés déjà effectués apparaissant sur la liste du caisse-déboursé également dressée par lui à la même date au montant total de 4 849 126,30 \$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.11 ADJUDICATION DU CONTRAT POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU DÉGRILLEUR DE LA STATION D'ÉPURATION

CONSIDÉRANT QUE le 26 février 2025, la Ville d'Amos a procédé à un appel d'offres public en le publiant dans le journal local et via le Système électronique d'appel d'offres SEAO concernant le remplacement du dégrilleur existant de la station municipale d'épuration des eaux usées;

CONSIDÉRANT QU'à la suite de cet appel d'offres public, les entreprises nommées ci-dessous ont présenté à la Ville des soumissions dont les montants incluent les taxes applicables:

• Brébeuf – mécanique de procédé inc	505 717.54 \$
• Nordmec Construction Inc.	496 537.93 \$

CONSIDÉRANT QUE la soumission présentée par Nordmec Construction Inc. est la plus basse soumission conforme parmi celles reçues;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Éloi Rioux, APPUYÉ par la conseillère Nathalie Michaud et RÉSOLU unanimement :

2025-195 D'ADJUGER à Nordmec Construction Inc. le contrat pour le remplacement du dégrilleur existant de la station municipale d'épuration des eaux usées au montant de 496 537.93 \$ incluant les taxes, selon les termes et conditions de leur soumission présentée à la Ville le 10 avril 2025;

DE PRÉLEVER le montant nécessaire au paiement de ce contrat à même le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2024-2028;

D'AUTORISER le directeur général ou le directeur du service des Immobilisations et de l'Environnement à signer au besoin, au nom de la Ville, tout contrat ou document nécessaire ou utile pour donner plein effet à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5. Procédures :

5.1 ADOPTION DU RÈGLEMENT VA1-29 CONCERNANT LES VENTES-DÉBARRAS ET FOIRES PUBLIQUES

CONSIDÉRANT QU'à la suite du regroupement de la Ville d'Amos et de la municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier, le conseil juge opportun d'harmoniser la réglementation concernant les ventes-débarras entre les deux territoires afin d'assurer une cohérence réglementaire.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Félix Labrecque, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-196 D'ADOPTER le règlement n° VA1-29 concernant les ventes-débarras et foires publiques.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5.2 AVIS DE MOTION - PROJET DE RÈGLEMENT N° VA1-32 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° VA-964

Conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseiller Félix Labrecque donne avis de motion à l'effet que le projet de règlement n° VA1-32 modifiant le règlement de zonage n° VA-964 sera présenté pour adoption au cours d'une prochaine séance.

5.3 ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT N° VA1-32 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° VA-964

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos a reçu une demande de modification de zonage de M. Éric Houle, propriétaire de l'immeuble situé au 462, rue Trudel, soit le lot 2 977 172, cadastre du Québec, afin d'autoriser les maisons de chambres (H-5 : Habitation en commun) sur ladite propriété;

CONSIDÉRANT QUE ledit immeuble est situé dans la zone résidentielle moyenne densité R2-30 où les résidences isolées de 1 à 3 logements sont autorisées;

CONSIDÉRANT QU'en raison de la demande de logements locatifs, le conseil municipal juge opportun de diversifier l'offre en habitation sur le territoire d'Amos, offrant notamment des choix abordables;

CONSIDÉRANT QU'il est pertinent d'autoriser les habitations en commun dans la zone résidentielle moyenne densité R2-30, localisée à proximité d'une épicerie, de la 4^e Rue Est (rue collectrice), d'une voie cyclable et du parc Lions.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Brunet, APPUYÉ par la conseillère Nathalie Michaud et RÉSOLU unanimement :

2025-197 D'ADOPTER le premier projet de règlement n° VA1-32 modifiant le règlement de zonage n° VA-964, tel que décrit ci-dessus.

DE FIXER la tenue de l'assemblée publique de consultation concernant ledit projet de règlement le mercredi 14 mai 2025 à 17 h à la salle du conseil de l'hôtel de ville d'Amos.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5.4 ADOPTION DU RÈGLEMENT N° VA1-30 CONCERNANT LES COLPORTEURS, VENDEURS ITINÉRANTS, SOLLICITEURS À DOMICILE ET AUTRES VENDEURS

CONSIDÉRANT QU'à la suite du regroupement de la Ville d'Amos et de la municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier, le conseil provisoire juge opportun d'harmoniser la réglementation concernant les colporteurs, vendeurs itinérants,

solliciteurs à domicile et autres vendeurs entre les deux territoires afin d'assurer une cohérence réglementaire.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Brunet, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement :

2025-198 D'ADOPTER le règlement n° VA1-30 concernant les colporteurs, vendeurs itinérants, solliciteurs à domicile et autres vendeurs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5.5 ADOPTION DU RÈGLEMENT N° VA1-31 CONCERNANT L'UTILISATION DU TERRAIN DE CAMPING MUNICIPAL DU LAC BEAUCHAMP

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de mettre à jour les règlements au camping municipal du lac Beauchamp;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Brunet, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement :

2025-199 D'ADOPTER le règlement n° VA1-31 concernant l'utilisation du terrain de camping municipal du lac Beauchamp.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6. Dons et subventions :

6.1 NIL

7. Informations publiques :

7.1 STATISTIQUES DE LA CONSTRUCTION – MARS 2025

Monsieur le maire fait part à l'assistance des statistiques de la construction au 31 mars 2025.

8. PÉRIODE RÉSERVÉE À L'ASSISTANCE

Intervention de citoyens sur les sujets suivants :

- Entretien des chemins;
- Entente préliminaire permettant l'entreposage d'agrégat et comportant une offre d'achat conditionnelle pour une partie d'un lot;
- Adjudication du contrat pour les travaux de remplacement du dégrilleur de la station d'épuration.

Le maire, les conseillers et les officiers municipaux fournissent les réponses.

9. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant maintenant épuisé, monsieur le maire déclare la séance levée.

Et la séance est levée à 20 h 06.

Le maire,
Sébastien D'Astous

La greffière,
Mariane Michaud